

ÉNERGIE

Un anti-Linky fait rebrancher son ancien compteur

Denis Werwer avait signalé à Enedis son refus de se faire poser un compteur électrique Linky, s'appuyant sur une motion du conseil municipal suspendant leur déploiement à Epfig. Il a réussi à se faire rebrancher son compteur historique.

Denis Werwer avait bien été contacté la semaine dernière par un employé de OK Service, sous-traitant d'Enedis, « venu [l']avertir qu'ils allaient venir remplacer [son] compteur électrique par un compteur Linky ». Il lui avait expliqué son refus, « il a bien pris note et fera remonter les infos, m'avait-il dit », raconte-t-il. Sauf que mercredi, a priori après avoir sonné et ne pas avoir reçu de réponse, un technicien d'OK Service a entrepris le changement de compteur, celui-ci se trouvant dans un coffret accessible depuis la rue. Constatant une coupure de courant, Denis Werwer est sorti et a demandé au technicien qu'il rebranche les fils qu'il venait de débrancher.

« Il me répond courtoisement qu'il n'était pas habilité à le faire, n'ayant pas le tournevis dynamométrique adéquat, que seul un agent d'Enedis était en mesure de réaliser cette opération... » Ce qui s'est avéré exact. Il lui a donc fallu multiplier les coups de

téléphone pour qu'un agent d'Enedis vienne rebrancher son ancien compteur et rétablisse le courant, deux heures plus tard. Si Enedis ne parvient à poser que 80 % de compteurs Linky en moyenne en raison des refus, « normalement, une fois qu'on a commencé, on ne revient pas dessus. Mais c'est difficile avec des gens comme ça, constate Philippe Geoffroy, adjoint au directeur territorial d'Enedis en Alsace. C'est vraiment un cas extrême. On le changera le jour où il le demandera parce qu'il y aura une panne ou qu'il aura besoin d'un nouveau service. »

Le déploiement se poursuit selon le calendrier établi

Interrogé sur la pertinence de s'aventurer à changer le compteur d'un anti-Linky – de plus dans une commune qui a demandé la suspension du déploiement –, Philippe Geoffroy pré-



« C'est un cas extrême », estime l'adjoint au directeur territorial d'Enedis en Alsace. Photo L'Alsace

se que « le compteur n'appartient pas au client. On doit y avoir accès à tout moment et la loi nous oblige à le changer. » L'opération était ici facilitée du fait que le compteur n'était pas à l'intérieur de la propriété. Sur la motion du conseil municipal demandant la suspension du déplo-

ment des Linky à Epfig, il indique que « c'est une simple demande de la mairie. Cela n'a pas été interprété comme une décision par la sous-préfecture, à l'inverse d'une délibération. Les élus demandaient des compléments d'informations, qu'on a fournis depuis. » Le point sera remis à l'ordre du jour du conseil municipal le 6 décembre. En attendant, Enedis a quand même attaqué au tribunal administratif, « un processus national qu'on nous demande de suivre, de manière préventive, une motion étant souvent un premier pas vers une délibération ».

Et le déploiement se poursuit selon le calendrier établi, « difficile à modifier parce qu'il faut à chaque fois prévenir les maires et les clients », argumente Philippe Geoffroy.

Guillaume MULLER

AGRICULTURE

Des mesures fiscales pour les paysans victimes de la sécheresse

À la suite de l'épisode de sécheresse de l'été dernier, les services de l'État ont mis en œuvre une procédure de dégrèvement d'office pour perte de récolte. Dans le Haut-Rhin, 116 communes de la montagne vosgienne et du piémont sont concernées par ce dispositif automatisé – qui ne requiert par de demande préalable de l'usager.

Ce dégrèvement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties sera accordé pour toutes les parcelles cadastrales classées dans la nature de culture « près et landes », toutes classes confondues, à partir de 40 % de perte de récolte. La liste des parcelles concernées ainsi que le montant du dégrèvement correspondant est disponible dans la mairie de chaque

commune concernée. Le seuil minimal de dégrèvement est fixé à 30 € par avis de taxe foncière émis. Le paiement de la taxe foncière sur les propriétés bâties et non bâties ayant été effectué au 15 octobre 2018, un avis de dégrèvement sera adressé séparément par l'administration fiscale. Il interviendra en principe avant le 10 décembre.

STOCAMINE

Le liquidateur Alain Rollet passe le relais à Céline Schumpp

Entré en fonction en janvier 2009, Alain Rollet quitte la direction des MDPA et de Stocamine. Jusqu'alors numéro 2, la secrétaire générale, Céline Schumpp, lui succède.

Le poste de liquidateur amiable des MDPA et donc de Stocamine étant particulièrement exposé, les candidats ne se bousculaient pas au portillon. Logiquement, la numéro 2 de Stocamine, Céline Schumpp, jusqu'alors secrétaire générale des MDPA, a été nommée mardi liquidatrice amiable des MDPA et de Stocamine, succédant à Alain Rollet, qui a décidé de faire valoir ses droits à la retraite. La passation de relais a eu lieu ce jeudi, à l'occasion du repas de la Sainte-Barbe organisée dans la salle des pendus du puits Joseph Elze à Wittelsheim.

Ce changement intervient au moment où l'avenir de Stocamine fait l'objet de grandes incertitudes. Un rapport du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) devrait, dans les 15 prochains jours, statuer sur la faisabilité d'un déstockage plus important que les 2.270 tonnes extraites, représentant 95 % des déchets mercuriels, sur les 44 000 tonnes enfouies par Stocamine à Wittelsheim. « Rétrospectivement, pour avoir suivi en zone rouge, équipé d'une combinaison de protection, les travaux de déstockage, je considère que dans certaines situations, nous aurions dû arrêter les travaux. Cette situation se reproduira si le déstockage est relancé », a indiqué le directeur technique, Jacky Roman, lequel quitte lui aussi les MDPA et Stocamine, faisant valoir ses droits à la retraite.



L'État actionnaire

« Nous mettrons en œuvre les instructions de l'État actionnaire en sécurité, avec le même professionnalisme que par le passé », avertit Céline Schumpp. Son prédécesseur a été beaucoup plus explicite et aurait mérité d'être entendu par le préfet du Haut-Rhin Laurent Touvet, qui a fait un passage rapide à la cérémonie de la Sainte-Barbe des MDPA. « J'ai clairement signifié à notre actionnaire que j'estimais qu'il serait irresponsable d'envoyer des opérateurs déstocker d'autres colis dans des galeries qui se referment encore plus vite que celles que nous avons déjà câtoyées et où le temps continue d'accumuler les périls, tout ceci pour un résultat clairement insignifiant... Les galeries se referment bien plus vite que prévu, ce qui améliore encore le confinement futur des déchets », a souligné Alain Rollet. Initialement nommé pour trois ans,

Liquidateur amiable des MDPA et de Stocamine depuis dix ans, Alain Rollet a passé le relais à sa secrétaire générale, Céline Schumpp. Photo L'Alsace/L. B.

Alain Rollet s'en va sans avoir réussi à achever sa mission. « C'était une belle expérience, dans une configuration particulière. L'erreur de l'État a été de mettre les MDPA en liquidation alors que le travail n'était pas fini. Comme si l'État avait confié la mission à une bande de mercenaires, nous laissant nous débrouiller », résume l'ancien directeur général délégué de Charbonnages de France, qui ne part pas tout à fait à la retraite. Il continuera un travail de consultant avec l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) sur le site de stockage de Bure. « Le résultat pour Stocamine est un échec. Nous avons lancé les bonnes impulsions mais nous sommes heurtés à des obstacles de nature politique », conclut Alain Rollet, qui a cristallisé la colère des partisans du déstockage mais, in fine, n'a fait qu'appliquer les décisions d'un État actionnaire qui a souvent varié dans ses décisions... Laurent BODIN

PSA MULHOUSE

2019, année faste avant un gros trou d'air

Le directeur du site PSA de Mulhouse, Jean-Baptiste Formery, a présenté, ce jeudi au cours d'une réunion du comité d'établissement, le plan à moyen terme (PMT) de l'usine automobile qui emploie 6 780 personnes, dont 1 430 intérimaires.



La production de la 2008 s'arrêtera en 2020. Archives L'Alsace/Thierry Gachon

Quelque 326 M€ (millions d'euros), dont 236 M€ à l'usine terminale, seront investis par le groupe PSA au cours des trois prochaines années sur le site qui verra son volume de production rester stable en 2019, à 260 000 voitures produites dans l'année. En raison de l'arrêt prévu de la Peugeot 2008, 2020 marquera une rupture avec une chute des volumes de fabrication à 170 000 véhicules pour une remontée à 200 000 voitures en 2021.

L'année 2020 est considérée comme une année de transition entre l'arrêt de la fabrication de la 2008 et l'arrivée en production d'un nouveau véhicule. Baptisée P5, cette voiture pourrait être la remplaçante de l'actuelle 308 aujourd'hui fabriquée à Sochaux.

« Il faut étudier la mise en place d'une quatrième équipe »

« Le niveau d'activité pour 2019 reste bien soutenu mais ce qui nous importe, autant que la montée en cadence, ce sont les conditions de travail. Les postes doivent être étudiés en tenant compte de ces nouvelles contraintes, et non pas uniquement sur la productivité », a réagi Laurent Gautherat, responsable de la CFE-CGC pour qui « il faut étudier la mise en pla-

ce d'une quatrième équipe ». « Réaliser ces volumes en ayant recours aux heures supplémentaires tous les week-ends n'est pas une solution durable », estime encore Laurent Gautherat qui demande à la direction d'anticiper, dès 2019, les impacts sociaux de la baisse des volumes ».

« Beaucoup de questions se posent après la présentation du PMT », estime pour sa part Déborah Schiri, secrétaire générale de FO Métiers, qui développe : « Comment allons-nous produire les véhicules ? Samedi, dimanche, équipe supplémentaire ? La qualité de vie et la santé des salariés doivent être au cœur des solutions », estime la responsable syndicale, qui demande « une feuille de route claire et précise pour 2020 et 2021 ».

Toujours lors du CE de ce jeudi, Force ouvrière a dénoncé la décision de la direction d'organiser des séances de travail, les 31 décembre et 1^{er} janvier prochain. Ce-la contribue, selon l'organisation syndicale, à une forte dégradation du climat social au sein du site de Mulhouse. L. B.

FOSSIL GUESS The Kooples HUGO BOSS

Chasse aux cadeaux ouverte

OUVERT DIMANCHE 2, 9, 16 & 23 DÉC.



PLUS DE 100 GRANDES MARQUES À PRIX RÉDUITS* TOUTE L'ANNÉE

roppenheim thestyleoutlets

À 30 MINUTES DE STRASBOURG
LUNDI - SAMEDI : 10:00 - 19:00 | DIMANCHE 2, 9, 16 & 23 DÉC. : 10:00 - 18:00 | FERMÉ LES 25 & 26 DÉC.
NAVETTE GRATUITE DEPUIS STRASBOURG | MODALITÉS SUR WWW.THESTYLEOUTLETS.FR